

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 10 MAI 1979 - N° 912

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Barre : «La crise de l'énergie est pour demain»

En affirmant une telle chose et en prévoyant notamment une forte hausse des produits pétroliers et un rationnement du fuel l'hiver prochain, en attendant celui de l'essence comme aux USA (?), Barre entend nous alarmer sur la crise de l'énergie. De toutes parts une vigoureuse campagne est entreprise sur cette crise dont les plus «mauvais jours ne sont pas encore passés». Une façon de faire le lit du programme électro-nucléaire.

Lire en page 8

Longwy : la direction d'Usinor refuse de négocier sérieusement

Lire en page 3

38^e congrès de la CFDT Edmond Maire n'a pas convaincu... VIGOUREUSE CONTESTATION A BREST



Les actions efficaces, la lutte réelle contre les licenciements et le chômage, la nécessité d'un syndicalisme de classe et de masse ont été au centre des préoccupations des congressistes. Edmond Maire prévoyait un congrès difficile pour lui... il ne se trompait pas.



Ouverture du 23^e congrès du PCF Les militants critiques appellent à une manifestation jeudi à 18 h devant l'ambassade de Tchécoslovaquie

Vaises des voitures diplomatiques véhiculant les délégations étrangères, embouteillages des cars transportant les délégués et des voitures à cocardes transportant les dirigeants, voilà ce qu'on pouvait voir mercredi matin aux abords du centre sportif de Saint-Ouen, où s'est ouvert le 23^e congrès du PCF. Sous l'immense voûte 3 200 personnes dont près de 2 000 délégués. Le congrès lui-même a débuté avec un peu moins d'une heure de retard, par un discours introductif d'Etienne Fajon, premier président de séance. D'entrée de jeu, celui-ci a annoncé le ton : selon lui la préparation du 23^e congrès a été la plus

démocratique qu'il ait jamais connu...

Georges Marchais a commencé la lecture de son rapport (plus de 350 000 caractères) à 10 heures, après avoir été largement ovationné par les congressistes. Sous l'immense banderole proclamant «Progrès social, Démocratie, Autogestion, Indépendance nationale, Socialisme», il a développé un à un les éléments déjà présents dans le projet de résolution. Quelques subtilités déjà présentes dans le projet, ont été développées cependant. Ainsi Marchais abordant la question du bilan «globalement positif» englobe tout à la fois «l'URSS et la Chine,

la Roumanie et Cuba, le Vietnam et la Yougoslavie». Ainsi a-t-il largement relativisé «les illusions suscitées par le programme commun» qu'avaient pourtant soulignées plusieurs dirigeants dans la dernière période.

Jamais cités, les oppositionnels ont été assez largement évoqués par Marchais qui, à de très nombreuses reprises, fut obligé de répondre à certaines interrogations : «Des camarades ont dit que...» etc. C'est en fin d'après-midi mercredi que les interventions des congressistes à la tribune devaient commencer.

De notre envoyé spécial

Edmond Maire n'a pas convaincu, bien qu'il ait ouvert son intervention à ce 38^e congrès de la CFDT en des termes volontairement crus : «Ne tournons pas autour du pot, nous sommes là pour définir ensemble les moyens de surmonter les graves insuffisances du syndicalisme et du mouvement ouvrier face à la crise». Mais cela n'a pas suffi à désamorcer les critiques à l'adresse de la confédération.

En effet, d'entrée de jeu, le congrès a été marqué par une floraison d'interventions hostiles en tout ou partie de l'orientation confédérale. En tous cas, les prises de parole souvent vigoureuses ont visé plus particulièrement la nouvelle politique d'action (autrement dit le recentrage) et le fonctionnement de la confédération. Beaucoup ont su fonder leurs critiques sur un accord important avec le constat CFDT des difficultés créées ou accrues par la crise et sur la réalité vécue par les travailleurs.

Mercredi, au début du second jour du congrès, la FGM essayait d'organiser la riposte à ceux qui contestaient l'orientation confédérale. Un responsable CFDT de la sidérurgie lorraine s'en est pris aux actions spectaculaires et minoritaires, une manière pour lui de condamner les sidérurgistes de Longwy sans toutefois les citer ; intervention soutenue par une «claque» soigneusement organisée dans la salle du congrès.

Ce qui n'empêche pas la contestation de s'affirmer, et en particulier ce mercredi matin au travers des interventions des syndicats commerce et service.

Lire en pages 4 et 5 le compte rendu de nos envoyés spéciaux

PRESSE PARALLELE : DES VOIX DIFFERENTES -3

LE CANARD
ET
SON QUARTIER

La plupart des petits journaux de quartier «parallèles» partent du désir de «donner la parole aux gens» : «que ce soient les gens du quartier qui s'expriment». Leurs animateurs refusent le «professionnalisme» ; tout au plus acceptent-ils le rôle (bien ambitieux !) d'un «catalyseur de ce qui bouge dans le quartier» : vie associative ou syndicale.

Mais l'expérience fait la vie dure à ces illusions. La plupart des journaux qui ont survécu quelques années ont été contraints d'approfondir cette question de la «libre expression» et d'inventer un nouveau type de rapports entre le groupe, plus ou moins restreint, des rédacteurs, et la population du quartier.

Nous donnons la parole aujourd'hui à Philippe, un des animateurs du *Canard du 13^e* à Paris. Ce journal «d'information locale et de libre expression» fait figure d'ancien, puisque le n°1 date de novembre 1972, mais il se porte bien : il fait des bénéfices et diffuse chaque mois 2 000 exemplaires environ.



► Qui sont les lecteurs du *Canard du 13^e* ?

On a des lecteurs de tous les âges, plutôt entre 25 et 40 ans, mais aussi beaucoup de retraités.

Nos lecteurs ont un niveau culturel plutôt élevé ; c'est d'ailleurs le cas de la plupart des journaux.

Mais ça ne veut pas dire que le *Canard* soit un journal pour les cadres supérieurs du 13^e : beaucoup de gens dans le 13^e ont un niveau d'études équivalent au bac, mais font des boulots où ils gagnent 2 500 ou 3 000 F par mois.

Il y a relativement peu d'ouvriers qui nous lisent. Ça tient en partie à ce que les gens qui travaillent dans le 13^e n'y habitent pas. Et quand ils luttent, il n'ont pas l'idée de nous écrire, de nous informer.

Mais quand ils trouvent un article sur la grève dans leur entreprise, écrit en collaboration avec eux, ils le lisent et lisent le reste : ils deviennent des lecteurs du journal.

NE PAS CHOQUER LE LECTEUR

On a un parti pris, qui est de ne pas choquer le lecteur. Ce qui fait qu'on arrive à être lus par des gens différents, qui ne pensent pas comme nous. On arrive à toucher des employés, des cadres moyens, qui votent à gauche, et qui sur des points précis (école, immigrés, etc...) peuvent être sensibles à des idées plus à gauche. Il y a même des gens qui nous apportent des articles, des gens qui sont «anti-gauchistes», mais qui dans leur pratique ont des idées fantastiques, une réflexion plus avancée que les «gauchistes».

Ainsi, par le biais du *Canard*, on peut faire passer des idées qui nous sont chères, dans un public qu'on ne pourrait pas toucher par un autre biais.

LA NOSTALGIE D'UNE VIE DE QUARTIER

► Quel rôle joue le *Canard du 13^e* dans la vie du quartier ?

La vie de quartier à Paris, c'est une réalité largement mythique, sauf peut-être pour les vieux qui y habitent depuis longtemps.

Par exemple, la moitié des gens qui viennent à la «boutique de droit» du 13^e viennent d'un autre quartier.

Les gens qui nous lisent ont la nostalgie d'une vie de quartier, face à la vie qu'ils subissent. Et dans le *Canard*, ils trouvent un substitut à cette vie de quartier.

Le *Canard* est donc un substitut à la vie de quartier, mais inversement il devient un instrument pour cette vie de quartier. Il donne l'impression qu'il se passe quelque chose dans le 13^e et ça donne aux gens l'envie d'y faire quelque chose.

Plusieurs associations se sont créées dans le quartier, plus ou moins directement grâce au *Canard*. Ou des idées qu'on avait lancées ont été reprises par d'autres. Ainsi, sur le 13^e, il y a un atelier populaire de mécanique, un restaurant populaire, la maison de la rue Dunois, une boutique de droit, la librairie de la Commune de la Butte aux Cailles...

LES GENS DEVIENNENT ACTEURS DU JOURNAL

► Un encart de la page 2 rappelle chaque mois : «Le *Canard du 13^e* donne les moyens aux habitants et travailleurs du quartier d'exprimer et d'échanger leurs expériences, leurs problèmes, leurs luttes... Il essaye de promouvoir une information faite par les gens eux-mêmes...». Comment cela se passe-t-il ?

On a souvent rencontré d'autres journaux de quartier du genre du nôtre. On peut dire qu'on est une réussite du genre, on a de l'expérience, ça fait longtemps qu'on existe.

Généralement ces journaux partent de bonnes intentions : donner la parole aux gens.

En fait, ça n'existe nulle part.

Les gens du quartier, on ne leur donne pas la parole. On la donne à ceux qui sont de notre avis.

Au début, nous suscitons les articles, on allait voir des copains pour leur demander d'écrire. Maintenant qu'on paraît régulièrement, depuis assez longtemps, on est un pouvoir : même les élus locaux nous écrivent.

Des gens viennent nous voir, parce qu'ils veulent que ce qu'ils ont à dire passe dans le *Canard*. Quand on met dans un numéro qu'on va faire un dossier sur tel sujet dans le prochain numéro, il y a des gens qui viennent nous voir parce qu'ils ont quelque chose à dire sur ce sujet.

C'est ça la libre expression : les gens deviennent acteurs du *Canard*. On leur donne la parole avec une certaine «déontologie», une certaine morale journalistique : quand on est obligé, ce qui est fréquent, de retoucher un article qu'ils ont écrit, une interview qu'ils nous ont donnée, on leur soumet le texte définitif, au téléphone par exemple, avant de le publier.

- RECTIFICATIF -

Dans l'interview du directeur de publication de la *Querelle-Revange*, publiée dans le numéro de mercredi, le sigle CAP a été mal explicité. Il s'agit du Comité antipollution et non du Comité d'action des prisonniers.

C'est assez facile parce que les gens qui écrivent pour nous, qui viennent nous voir, ce sont ceux qui trouvent le *Canard* bien, qui sont plutôt proches de nous.

Si on n'est pas tout à fait d'accord, on rajoute simplement un «chapeau» à l'article pour le dire.

DU JOURNALISME BIEN COMPRIS

Mais notre tâche de libre expression, on ne peut la remplir que depuis qu'on fait preuve d'un certain professionnalisme. Un journal «cool», qui ne ferait pas sérieux, ne parviendrait pas à s'imposer, personne n'aurait envie de s'y exprimer.

On n'a jamais aussi peu cru à tous les mythes qu'il y a derrière la libre expression, derrière les journaux de quartier. Et pourtant on n'a jamais aussi bien réussi dans ce sens. On est lu par des tas de gens qui ne liraient rien d'autres.

On essaie d'échapper au journalisme pourri, celui du journaliste qui manipule les événements selon ses états d'âme.

Mais quand on fait un bon dossier, c'est du journalisme. Du journalisme bien compris, qui respecte ceux qui font l'information, et leur laisse un contrôle. C'est facile, parce qu'on le fait avec des gens qui sont relativement proches de nous.

Un journal pour un «syndicalisme de quartier»

Autre ville, autres conceptions, autre journal. C'est la vie d'plateau est un petit mensuel ronéoté, édité depuis un an par «l'association pour la réanimation du quartier Châtelet-Lombardie», à Rouen.

Cette association regroupe elle-même des comités locaux de la CSF, de la CSCV, de l'UFC, et veut mettre le journal au service d'un «syndicalisme de quartier» : information sur la vie quotidienne dans le quartier, sur les droits des consommateurs, etc...

Ce journal vise un public bien délimité : les 3 000 habitants d'une cité ouvrière. Et cette population, il veut la toucher dans sa quasi totalité. Actuellement, il diffuse à 600 exemplaires, et l'équipe veut augmenter ses ventes par le recours au porte-à-porte.

Les animateurs (une dizaine de «copains», dont l'animateur d'un centre social) se sentent un peu étrangers aux préoccupations, par exemple, des journaux de quartier de la région parisienne. Ceux-ci leur paraissent trop marqués idéologiquement. Si les animateurs de la vie d'plateau se disent, d'une façon très large et qui veut refuser les exclusives, «à gauche», ils veulent éviter de choquer les idées de leurs lecteurs. De même, le style volontiers incisif, insolent, affectueux par les journaux parisiens, «style BD», selon l'expression de l'animateur du «centre social du Châtelet», leur paraît ne pas pouvoir «passer» dans leur cité populaire.

S'ils commencent à publier quelques lettres de lecteurs, à lancer ainsi certains débats, ils regrettent cependant de ne pas recevoir assez de correspondances. Le problème de la «censure», agité, souvent de façon abstraite, par les petits journaux parisiens, ne se pose pas encore pour eux.

LUTTES OUVRIERES

Longwy

LA DIRECTION D'USINOR
REFUSE DE NÉGOCIER
SÉRIEUSEMENT

Tout le monde ici s'accorde à le reconnaître : on n'avait encore jamais vu tant de monde rassemblé à Longwy pour soutenir une action du type de celle qu'ont entreprise lundi des sidérurgistes d'Usinor. Les CRS qui avaient pris position devant l'entrée de l'usine de Mont-Saint-Martin se sont rapidement retrouvés face à plusieurs milliers de personnes mobilisées par les radios et les voitures sonos des syndicats. Dans cette foule compacte, la colère était grande. Quoi ? A chaque action entreprise par les travailleurs pour empêcher les licenciements, le pouvoir et le patronat répondent par la répression. C'est intolérable ! Les forces du désordre ont battu en retraite ; la peur se lisait sur le visage de plus d'un flic.

Finalement, les membres de la direction retenus pour les obliger à négocier, ont été relâchés dans la nuit. Beaucoup de travailleurs et de militants se demandent aujourd'hui s'il n'aurait pas mieux valu les garder pendant qu'on les tenait. Car leurs promesses de négociation...

Mardi toute la matinée, des centaines de travailleurs sont restés massés devant les grands bureaux à Mont-Saint-Mar-



tin, le directeur relâché avait promis d'être là à 10 heures pour reprendre la discussion. Mais à 10 heures, il n'était pas là ce monsieur, et plus tard non plus... Vers midi les représentants des syndicats CGT et CFDT sont ressortis des bureaux et ont transmis la position de la direction : il faut négocier dans un climat «serein». Pour cela proposition est faite de se rencontrer à Metz au siège d'ASSIMILOR. Les syndicats se déclarent favorables à la po-

sition patronale et demandent aux travailleurs d'aller attendre les résultats à la réunion de Metz en occupant l'aciérie de Senelle.

De nombreux travailleurs font part de leur méfiance : s'ils ont quelque chose de sérieux à proposer, pourquoi ne le font-ils pas ici, à Longwy ? Cela cache sans doute quelques manœuvres. Le doute deviendra certitude quand la délégation CGT-CFDT, de retour de Metz, fera le compte rendu des dis-

cussions : rien ! ou bien quelques miettes inacceptables pour les travailleurs en lutte.

Devant cette situation, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à poursuivre et durcir l'action. Il reste néanmoins que beaucoup se demandent ici si on n'est pas passé, lundi soir, à côté d'une très bonne occasion de prendre résolument l'avantage dans la construction du rapport de force.

G.P.

Solmer : encore plus de 50 % de grévistes mardi

Minables provocations des cadres

Malgré les multiples tentatives de la direction pour casser le mouvement des sidérurgistes, la situation était encore loin d'être normalisée mardi à la Solmer de Fos. Toutefois, sentant que les travailleurs étaient dans une passe difficile, à la recherche de nouvelles formes de lutte, la direction encourageait ses cadres et quelques non-grévistes à provoquer les sidérurgistes.

Mardi matin, il était question que se tienne en présence du directeur de la Direction Départementale du Travail et de la main-d'œuvre une réunion de conciliation entre le patron et les syndicats. Celle-ci ne s'est finalement pas tenue, le directeur de la Solmer refusant de discuter. On assiste donc à un durcissement de la direction puisque les propositions qu'elle faisait encore vendredi dernier (étalement des retenues de salaires notamment) doivent être considérées comme caduques, a-t-elle fait savoir. Mardi matin des «bandes» de cadres - il n'y a pas d'autres mots - parcouraient l'entreprise, tentant d'intimider les grévistes encore nombreux ; on comptait encore au moins 50% de sidérurgistes par secteur qui n'avaient pas repris le travail. Accompagnés de quelques jaunes et de quelques employés non grévistes, ces provocateurs

se sont même mis en tête de se rendre au pied d'un haut fourneau.

«Il fallait voir ces cadres et ces femmes en talons aiguilles dans la crasse» dit un délégué de la CFDT. «Sans prévenir, un copain a sifflé un bon coup. Tu aurais vu comme tout ce beau monde a détalé ! Les bonnes femmes tenaient leurs talons aiguilles à la main pour s'enfuir plus vite». Sans que cela soit directement en rapport avec cette minable provocation, en début d'après-midi, l'équipe B - «moins motivée par la grève» - remettait le HF2 en route. «Il n'est pas impossible que l'équipe C, ce soir, remette les charges d'arrêts», nous dit ce délégué CFDT, «d'autant plus que le haut fourneau venant de redémarrer, il est loin d'être à plein rendement.»

POURSUITE DU DÉBAT
SUR LES FORMES
DE LUTTE

«La situation dans l'entreprise est extrêmement compliquée, il court des tas de rumeurs contradictoires».

La seconde donnée importante de la journée, c'est naturellement le débat qui se poursuit autour des formes de luttes à mettre en œuvre. «On sent, confirme le délégué, que la combativité est encore très grande mais que beaucoup sont vraiment au

bout du rouleau au point de vue financier.»

Il est en effet essentiel que les sidérurgistes de la Solmer ne reprennent pas le travail dans le découragement, compte tenu que la direction n'a toujours pas voulu revenir sur le licenciement des deux délégués et qu'elle envisage visiblement de réprimer encore plus massivement les sections syndicales.

F.M.

● Manufrance : redémarrage ?
Au prix de 609 suppressions
d'emplois

Un accord accepté par la municipalité de Saint-Etienne vient d'être conclu.

Une nouvelle société voit le jour, composée de la MACIF (mutuelle d'assurance), la FABIS (société de vente aux comités d'entreprise), le comité d'expansion de la Loire et un investisseur suisse.

La municipalité de Saint-Etienne ne serait plus actionnaire mais aurait un droit de contrôle sur cette société.

La note qu'auront à payer les travailleurs de Manufrance et acceptée par Sanguedolce, maire de Saint-Etienne, sera lourde :

- 609 suppressions d'emplois dont :
- 188 départs «volontaires» ;
- 292 stages de formation assortis d'une promesse d'embauche si les «affaires reprennent» ;
- 129 mises en retraite anticipées.

En somme, des centaines de licenciements déguisés que les travailleurs de Manufrance n'ont pas encore acceptés.

En bref...En bref...

● Naufrage du *Gino* :
Quand la noire vérité
s'étale...

Depuis le samedi 28 avril, date du naufrage du *Gino*, pétrolier de 40 000 tonnes, au large de la Bretagne, le leitmotiv des responsables officiels était : «Les Bretons n'ont pas lieu d'être inquiets» (Aymar Achille Fould). Maintenant, selon le même ministre du Transport, «la pollution sous-marine occasionnée par le *Gino* évolue de façon moins satisfaisante que l'on pouvait l'espérer». C'est le moins qu'on puisse dire, puisque officiellement, la pollution recouvre désormais le fond autour de l'épave, au Nord jusqu'à 200 mètres et au Sud jusqu'à 280 mètres, sur une épaisseur de 60 centimètres en moyenne. Ceci représente environ 4 000 tonnes de pétrole.

Alors qu'on nous assurait que ce pétrole appelé *carbon black* était à l'état solide à une telle température (10-11°) et que le navire n'était pas fissuré. On mesure le sang-froid des autorités lorsqu'il s'agit de mettre en place le plan «Bobard» régulièrement orchestré à chaque marée noire. A défaut du plan Polmar n'est-ce pas...

● San Salvador :
nouvel ultimatum
et manifestation
réprimée.

Dans la journée de mardi les flics de San Salvador ont violemment réprimé une manifestation de soutien au Bloc Populaire Révolutionnaire, qui détient toujours dans les locaux de l'ambassade de France l'ambassadeur et six membres de l'ambassade.

Alors que trois cents personnes s'étaient rassemblées sur le parvis de la cathédrale pour exprimer leur soutien au BPR, les flics ont utilisé leurs armes automatiques, faisant au moins deux morts et une dizaine de blessés, confirmant ainsi le régime sanguinaire du pays.

Par ailleurs les personnes détenues dans l'ambassade de Costa-Rica étaient relâchées, selon les uns, ou évadées selon les autres. Le commando du BPR a déposé un nouvel ultimatum, réitérant sa demande de libération de cinq de ses militants enfermés dans les geôles gouvernementales. Tandis que l'émissaire français envoyé sur place pour négocier la libération des personnes retenues par le BPR faisait des propositions au commando, le dictateur Romero réaffirmait ses intentions de fermeté.

● Le juge Pascal
condamné en appel

Le juge Henri Pascal qui avait été chargé de l'instruction du meurtre de Brigitte Dewaevre, découverte morte le 6 avril 1972 dans la commune de Bruay-en-Artois, vient de se voir confirmer en appel sa peine de 2 000 francs d'amende avec sursis. Il est reproché au juge Pascal d'avoir violé le secret de l'instruction, notamment dans un article paru dans *Paris-Match*, alors que le juge déclare n'avoir que confirmé «des informations largement diffusées». La cour d'appel de Rennes ne l'a pas entendu ainsi ; elle estime que ces informations reprises dans un article de presse «révélaient alors un caractère de faits certains, en raison même de sa qualité de magistrat».

● Intervention policière
contre *Radio Clémentine*

Lundi soir, une armée de flics intervenait à la MJC de Sartrouville (Yvelines) pendant que se déroulait une émission de la radio libre *Radio Clémentine*. Les flics, opérant en procédure de flagrant délit pour violation du monopole sur la radio-diffusion, ont saisi le matériel, procédé à deux interpellations et au contrôle d'identité

de plusieurs personnes. Tandis que l'opération policière était en cours, des auditeurs alertés par un animateur de cette radio, qui n'en est pas à sa première tracasserie policière, intervenaient, contraignant les flics à faire demi-tour. *Radio Clémentine* prévoit de reprendre ses émissions le 21 mai prochain.

SPIRAM (Toulouse)

«NOUS BATTRE ENCORE MIEUX CONTRE VOTRE DICTATURE»

Les ouvrières de la SPIRAM à Toulouse ont maintenant repris le travail. Pendant deux mois elles se sont battues avec acharnement contre leur patron. Pourtant elles ont dû reprendre sans être parvenues à le faire reculer. En particulier, des ouvrières restent licenciées et il n'est pas impossible que le patron poursuive sa tentative de se débarrasser de certains délégués.

Naturellement il est encore un peu tôt pour tirer complètement le bilan de cette lutte exemplaire par certains aspects. Néanmoins il est bon de savoir que la reprise ne s'est pas faite dans le découragement. Les ouvrières ont en effet adressé une lettre à leur patron dans laquelle elles écrivent notamment : «*Votre intransigence, votre cynisme pendant le conflit ne nous ont pas impressionnés. Au contraire, cela renforce notre détermination de nous battre encore mieux de façon plus unie contre votre dictature.*»

Nous publions ci-dessous une correspondance de Toulouse au sujet de cette lutte.

SPIRAM (ex-Ramonède) implantée à Muret et à Colomiers, emploie environ 600 ouvrières, essentiellement des femmes. Les conditions de travail y sont particulièrement dures (voir QdP du 23 mars).

La situation s'est dégradée dans tout l'hébergement depuis la reprise par Batmale de Ramonède et par Biderman de l'usine Mas.

En effet, il existait auparavant des réunions paritaires régionales où les patrons de la région accordaient quelques petits avantages par rapport aux accords paritaires nationaux. Depuis 1976, les nouveaux patrons ont détruit cette structure.

La lutte s'est organisée contre la dégradation des conditions de travail (sur-tout le travail en équipes),

les brimades, les médecins flics, la répression syndicale. Mais depuis le début du conflit, le patron refusait de négocier. La seule fois où il a daigné s'asseoir autour d'une table de négociation, ce fut pour discuter de la couleur des rideaux et de la pharmacie... Par contre il sait frapper : une dizaine d'ouvrières ont été licenciées...

La grève était reconduite régulièrement par l'assemblée générale des grévistes. Mais un certain essoufflement commençait à se faire sentir, étant donné la situation souvent très difficile des filles. Pour tenir elles avaient décidé de produire et de vendre des fleurs en laine et des pantalons d'enfants. Des débrayages de solidarité ont eu lieu en particulier chez Mas, mais la lutte était restée relativement isolée. Un appel avait été lancé par la CFDT et la CGT à toutes les entreprises de l'hébergement pour un débrayage commun et une manifestation devant la chambre

patronale. Un projet de tract avait été fait. Mais la CGT, largement majoritaire (17 sections CGT, 2 sections CFDT) a dit au dernier moment qu'il était impossible de faire débrayer tout le monde à la date prévue. Des tentatives de coordination avec les autres usines SPIRAM ont eu lieu également, mais de nombreuses difficultés n'ont pu être surmontées, pour déboucher sur une grève de toutes les usines SPIRAM.

Alors que les ouvrières de chez SPIRAM étaient en lutte face à un patron de choc, la télévision française (Antenne 2) diffusait aux actualités de 20 heures, un reportage sur les difficultés d'emploi dans le Sud-Ouest. Elle se permettait d'y passer une longue séquence filmée... dans les usines SPIRAM à Colomiers, de donner largement la parole au patron, qui explique sa «politique d'emploi». Tout cela sans qu'un seul mot soit dit sur la lutte...

Corr. TOULOUSE

GRAAL (Rennes)

TROIS SEMAINES DE GREVE

Il y a un an, Logeais (entreprise d'alimentation) possédant de nombreux magasins à Rennes, Dol-de-Bretagne, Saint-Malo, Dinard) se scindait en deux sociétés. Cela divisait les travailleurs, et camouflait des manœuvres financières. C'est l'une de ces deux sociétés, la Graal, qui est en grève depuis le 19 avril. Dans ce dépôt d'épicerie, d'aspect moderne, que Logeais vient d'ouvrir, 31 travailleurs (en presque totalité des ouvriers) occupent pour la satisfaction de leurs revendications :

— augmentation de salaire : 350 francs pour tous ;
— mais aussi pour les conditions de travail, car si l'entrepôt est moderne, il n'a pas été conçu pour

faciliter la tâche des ouvriers.

Les travailleurs de Graal réclament en conséquence : l'embauche de 7 chômeurs, du matériel supplémentaire, et les 40 heures. Les grévistes bénéficient d'un soutien important du syndicat CFDT du commerce. Ainsi, soutiennent activement la lutte et participent à l'occupation permanente du dépôt, des travailleurs de Mammouth, du Printemps et de Rallye. Mais surtout de Buffon, l'autre société issue de Logeais et où s'est déroulée une grève de deux jours sur les salaires. Les travailleurs de Graal sont bien décidés à ne pas céder, les délégués sont très attachés à l'esprit démocratique de la lutte, la poursuite du

mouvement se décide lors d'assemblées générales qui se tiennent jusqu'à deux fois par jour quand la situation l'exige. Les travailleurs popularisent activement leur lutte : la propagande et des collectes sont organisées à la porte des magasins Logeais, au rassemblement du 1^{er} mai, à la porte des églises etc... Il faut dire que les traditions de lutte sont présen-

tes chez ces travailleurs : en 73 Logeais avait été 14 jours en grève, le patron allant jusqu'à utiliser les CRS. Cette grève avait été victorieuse et avait permis d'obtenir 400 francs d'augmentation pour les plus bas salaires et 70 % du 13^e mois.

Soutenons la lutte des travailleurs de Logeais !

Corr. RENNES

o Rhône et Loire : Nouvelles journées d'action

Après les états généraux dans le Rhône du 7 février, et les journées «la Loire veut vivre», de nouveaux rendez-vous ont été pris : d'abord le 9 mai à Saint-Etienne, à l'appel de 35 organisations, une manifestation se déroulait devant le tribunal de Commerce, le liquidateur de beaucoup d'entreprises. Et le 17 mai, à Lyon, où une «suite» aux états généraux est en préparation par la CGT, la CFDT et la FEN.

o Lyon : fête de soutien à la lutte des femmes de ménage de la SIN et aux 5 étudiants inculpés

o Débats - Stands - Forums
o Partie variétés : un groupe algérien ; Didier Delorme ; Jean-Marc Le Binan
Organisée par le syndicat commerce et service CFDT et avec le soutien de l'intersyndicale de l'INSA-CGT-CFDT-SNESUP-UGE et Le Joint (journal de l'INSA).

BOURSE DU TRAVAIL DE LYON
JEUDI 10 MAI A 20 HEURES

EDMOND MAIRE N'A PAS CONVAINCU...

■ «*Ne tournons pas autour du pot, nous sommes là pour définir ensemble les moyens de surmonter les graves insuffisances du syndicalisme et du mouvement ouvrier face à la crise.*» C'est en ces termes volontairement crus qu'Edmond Maire commençait son rapport général mardi matin.

C'est donc par une invitation à faire un bilan critique qu'Edmond Maire attaque son discours avant d'établir un constat de la politique du gouvernement et du patronat : mise en cause des acquis collectifs de la classe ouvrière à la faveur de la crise, chômage, affaiblissement et éclatement des statuts salariaux, tentatives de division des travailleurs par le gouvernement sont nettement mis en relief. Déjà, sur la base de ce constat réaliste, commence à poindre la volonté de reconstruire à tout prix ce que la direction de la CFDT appelle le «tissu social de négociations». Autre constatation lucide, celle des limites de la CFDT dans la syndicalisation en général (5 % de la classe ouvrière) et de certaines catégories en particulier (chômeurs, jeunes, ouvriers de petites entreprises). Dernier volet de ce bilan critique, les limites dans l'action, la faiblesse des mobilisations réalisées. Pour autant les exemples donnés comme à suivre ne sont pas des plus rassurants : «*Nous faisons preuve de l'anticapitalisme verbal le plus pur, mais nous sommes en retard dans notre action sur les conditions de travail par rapport à nos camarades nordiques, ou sur la politique industrielle par rapport à nos camarades italiens.*»

Au vu de ce constat peu réjouissant, la CFDT se trouvait donc à la croisée des chemins, devant la nécessité de trouver des remèdes à cette situation «de crise». Les remèdes proposés par Edmond Maire ne sont pas tous à inscrire sur le même registre... Premier remède, si l'on peut dire, c'est se garder d'une conception électoraliste du changement : «*L'expérience historique du mouvement ouvrier nous a appris la fragilité d'une simple victoire électorale coupée d'une mobilisation massive et consciente de la population.*» Sans doute est-ce là une leçon importante de mars

Deuxième remède : «*La nouvelle politique d'action,*»

dont les causes sont plus profondes d'après Maire, que le nécessaire réajustement de la gauche. Premier aspect de cette nouvelle politique, l'union des forces populaires à la base, au quotidien «*au plus près des travailleurs.*» dans la perspective ambiguë d'un «*changement du mode de vie et du type de développement.*» Certains terrains qu'elle propose de couvrir sont glissants : «*Elargir les espaces de liberté dans l'entreprise et la société, imposer d'autres éléments de réorganisation du travail et de restructuration industrielle.*»... Il y a pire encore par la façon dont Edmond Maire remet au centre la négociation : ainsi, sous prétexte de ne pas tout attendre d'en haut des lois (par exemple sur les 40 heures), on laisse la porte ouverte à des accords partiels mettant en cause de tels acquis ; ainsi bien qu'on ajoute que le bilan des négociations nationales est maigre, on met en avant comme des victoires l'accord sur les Prud'hommes, qui donne pourtant des facilités inespérées aux syndicats maisons ou la CFT, ou l'accord sur le chômage qui fait un trait sur les 90 %. Ainsi, on réclame de participer à l'élaboration de la politique industrielle dans des secteurs en crise comme la sidérurgie. Les contre-plans de la fédération générale de la métallurgie en la matière n'ont pourtant pas grand chose à envier à ceux d'Etchegarray...

Pour toutes ces raisons, plus d'un délégué renverra la balle à Edmond Maire sur sa conclusion : «*Etre une force d'innovation et de changement ne suffit pas à faire une force révolutionnaire, mais sans capacité d'innovation et de changement, il n'y a pas de capacité révolutionnaire.*» Innover, c'est bien, c'est nécessaire. Partir des réalités pour innover, c'est juste. Mais à condition qu'on ne vienne pas faire passer de vieilles recettes pour des initiatives qui vont de l'avant. «*Recentrer oui, mais à gauche et pour la lutte*» a pu dire mardi après-midi, l'un des nombreux intervenants opposés au rapport général de Maire.

CHANGER DE CAP... POUR ALLER OU ?

Ainsi, dans tout le début de ce rapport, une série de constatations justes qui s'imposent, sont soigneusement entrelardées de propositions ou d'analyses dangereuses. Celles-ci prennent appui sur des réalités difficiles mais on voit mal comment elles pour-

raient être surmontées, c'est le moins qu'on puisse dire. A l'évidence, la direction sortante, face à un congrès qui s'annonçait difficile, a eu le plus grand mal à élaborer un bilan qui fasse l'unité de la confédération. On peut dire deux mots sur l'inconsistance des propos qui en matière de globalisation des luttes ou sur les femmes, plus destinés à recueillir quelques applaudissements qu'à enrichir le bilan... C'est bien pour essayer de sortir de cette situation délicate sous la pression d'une opposition qui se fait entendre plus fort qu'auparavant, qu'Edmond Maire fait au congrès une série de propositions dont plusieurs sont au demeurant justes et intéressantes pour autant qu'elles seront prises en main : sur les libertés, les travailleurs immigrés,



l'avortement, le nucléaire, les 35 heures. Quant à l'appel à l'unité d'action intersyndicale dont tout le monde, par principe et par expérience, est conscient de l'importance si l'on veut être efficace, il apparaît lui aussi plutôt comme un moyen d'apaisement interne...

Pour toutes ces raisons, plus d'un délégué renverra la balle à Edmond Maire sur sa conclusion : «*Etre une force d'innovation et de changement ne suffit pas à faire une force révolutionnaire, mais sans capacité d'innovation et de changement, il n'y a pas de capacité révolutionnaire.*» Innover, c'est bien, c'est nécessaire. Partir des réalités pour innover, c'est juste. Mais à condition qu'on ne vienne pas faire passer de vieilles recettes pour des initiatives qui vont de l'avant. «*Recentrer oui, mais à gauche et pour la lutte*» a pu dire mardi après-midi, l'un des nombreux intervenants opposés au rapport général de Maire.

CHANGER DE CAP... POUR ALLER OU ?

Ainsi, dans tout le début de ce rapport, une série de constatations justes qui s'imposent, sont soigneusement entrelardées de propositions ou d'analyses dangereuses. Celles-ci prennent appui sur des réalités difficiles mais on voit mal comment elles pour-

VIGOUREUSE CONTESTATION A BREST

De nos envoyés spéciaux

■ D'entrée de jeu, le 38^e congrès CFDT a été marqué par une floraison d'interventions hostiles en tout ou partie à l'orientation confédérale. En tout cas, les prises de parole souvent vigoureuses ont visé plus particulièrement la nouvelle politique d'action (autrement dit le recentrage) et le fonctionnement démocratique de la confédération. Beaucoup par contre, ont su fonder leur critique sur un accord important avec le constat CFDT des difficultés créées ou accrues par la crise et sur la réalité vécue par les travailleurs.

Les interventions ont commencé avec celles d'un ensemble de syndicats de la Loire Atlantique qui situaient bien les choses : «*Une chose est de dénoncer la soumission à l'électoratisme, une autre que nous en aurions été partie prenante alors que nous nous sommes opposés à cette dérive.*» Beaucoup de syndicats qui, avant les législatives ne

voulaient pas «attendre 1978» se sont retrouvés là d'accord «pour mettre la logique syndicale au cœur de notre action, que le pouvoir soit de droite ou de gauche». Avec ces syndicats, bien d'autres pensaient aussi que l'on ne doit pas opposer les responsabilités syndicales au plus près des travailleurs et la volonté d'élargir les luttes. Près de la moitié des intervenants devaient, à leur tour, revenir sur ces points, les reprendre à leur compte, certains y ajoutant d'autres critiques. Plusieurs syndicats, notamment des PTT et de Hucitex, devaient ainsi s'en prendre à la rupture d'unité d'action CGT-CFDT, à la limitation de l'union des forces populaires aux seuls aspects de la vie quotidienne, à la mutilation risquée par la CFDT, par un repli apolitique...

Bien sûr, la confédération a eu quelques soutiens : Georges Granger, de la fédération générale de la métallurgie et ses fidèles d'Anancy ou du Nord (à qui une partie de la salle a rappelé Dunker-

que). Mais bon nombre de délégués reconnaissent, sans parti pris aucun, que c'était de bien ternes plaidoyers, ne valant qu'avec peu d'efficacité le recentrage confédéral.

UNE DENONCIATION DE L'IMPERIALISME

Bien que la plupart des interventions aient porté sur l'action ou le fonctionnement, il faut noter celle d'un syndicaliste PTT de la région parisienne sur la situation des Antilles, Guyannais et Réunionnais. Ce fut une dénonciation vigoureuse et applaudie de l'impérialisme français et de sa politique dans les prétendus DOM-TOM. Rappelant le fait que, dans les précédents congrès déjà, le débat sur cette question a souvent été escomoté, le délégué a souligné que de nombreux syndicats avaient déposé des amendements sur ce sujet — le fait colonial — pour le 38^e congrès et aucun de ceux-ci n'a été retenu ou intégré.

UNE ALTERNATIVE QUI SE DESSINE

Peu à peu, le congrès s'est mis à camper sur des positions tranchées, ne laissant que peu de places aux hésitations. Ainsi, c'est dans le vacarme contradictoire d'un certain nombre de huées couvertes par une copieuse ova-

tion qu'intervint Jeanne Couderc au nom de plusieurs syndicats de la région parisienne (alimentation, services, SGEN, Bétor... etc.). Elle rendit la confédération responsable d'une démobilitation syndicale, l'accusant de «refuser l'affrontement avec le patronat», de «proposer avec la FGM des contre-plans de licenciement». Enfin, comme devait le faire un peu plus tard le SGEN de Lyon, elle réclama que «cessent les sanctions contre les camarades de la BNP, du tri de Lyon-Gare, et contre la section syndicale d'Usinor-Dunkerque suspendue en pleine lutte».

Plusieurs intervenants devaient abonder en ce sens. Certains s'attachèrent plus à appuyer solidement leurs critiques sur des propositions alternatives : nouveau processus d'action partant des travailleurs pour réunir, pas après pas, les conditions d'une globalisation de l'action qui ne soit pas artificielle. Ce fut le cas d'Hucitex - Nord-Picardie, du Trésor, de certains syndicats EDF et plus particulièrement d'une série de syndicats de la construction-bois de Rhône-Alpes. «*Prenant prétexte des difficultés de l'heure, la nouvelle orientation recherche des résultats revendicatifs sans œuvrer à un réel rapport de force. Cela*

conduit logiquement à réviser en baisse toute une série d'objectifs» constataient ces syndicats du bâtiment. «*Mais nous ne sommes pas pour le tout ou rien ! Nous aussi nous sommes réalistes. Il faut remettre l'action syndicale au centre de nos préoccupations. Un recentrage ? Nous sommes pour, mais nous ne le payerons pas le prix d'une marchandise de contrebande que la résolution cherche à faire passer*» ajoutait l'intervenant M. Braaksma, vivement applaudi. Beaucoup de congressistes se retrouvaient en fait dans ce type d'orientation ou encore dans le constat réexprimé par Louis Allard des Pays-de-Loire ou Pierre Héritier de Rhône-Alpes : «*S'il s'agit de confirmer l'indépendance de la CFDT à l'égard des partis de gauche, de leurs courants ou sous-courants, nous sommes d'accord. Nous souscrivons aussi s'il s'agit de marquer notre volonté d'intervenir dans le débat politique à partir d'une démarche syndicale.*»

Mais «nous ne voulons pas d'une alternative construite en dehors de l'action des travailleurs», telle était aussi la conviction de nombreux délégués qui clôturèrent la première journée du congrès par une ovation à un intervenant combattif des PTT et cheminots de Haute-Garonne.

Extraits de l'intervention de Pierre Héritier, au nom de la région Rhône-Alpes

«L'action est surtout le fait des sidérurgistes, des Manufrance et autres conflits sur l'emploi, c'est-à-dire des travailleurs qui sont directement touchés par des licenciements massifs. Nous ne pouvons nous satisfaire de laisser aller au charbon les seuls travailleurs affrontés brutalement à la restructuration. Cette situation comporte des risques sérieux d'isolement et favorise la marginalisation des régions sacrifiées par les choix capitalistes. (...)

«L'alternative n'existe plus. La défaite de mars 78 traduit une crise profonde de la gauche politique. Elle est aussi le résultat de la faible implication des travailleurs dans l'élaboration des solutions proposées par la gauche. Il serait illusoire et dangereux de spéculer sur une sorte de replâtrage d'union de la gauche. Les débats actuels entre les partis de gauche et à l'intérieur des partis de gauche ne sont pas porteurs d'un espoir de renouveau. Ils se déroulent en dehors des travailleurs. (...)

«Nous ne voulons pas une alternative construite en dehors de l'action des travailleurs. Nous voulons que les travailleurs se saisissent des enjeux et participent à la mise en place d'un débouché politique. Cela ne se fera pas tout seul. La CFDT doit redevenir la grande force de proposition et de mobilisation dont les travailleurs ont besoin.»

Les militants de la section CFDT Dunkerque empêchés de s'exprimer

Sur le terre-plein, devant le congrès, plusieurs syndicalistes qui n'auront donc pas la possibilité de s'exprimer au 38^e congrès tenaient à faire entendre leur voix : ceux de la BNP diffusant un tract sur leur exclusion et bien sûr les militants de la section suspendue d'Usinor-Dunkerque vendant leur brochure sur leur «suspension».

Dans la matinée, une motion présentée par le syndicat des métaux d'Orléans, et signée par près de 120 syndicats, demandant que Claude Bernard, le secrétaire de la section syndicale d'Usinor-Dunkerque, puisse prendre la parole, a été refusée à l'aide d'arguments juridiques.

Interrogé sur la présence hors du congrès de ces militants exclus ou suspendus, Michel Rolant lors d'une conférence de presse a répondu avec un large sourire, invoquant tout à tour le règlement déjà défini, le peu de poids des minoritaires... mais n'a jamais abordé le problème sur le fond !

Notons que Syndicalisme Hebdo de cette semaine reprend à son compte les arguments de Jacques Deroo et de la FGM et s'obstine à ne pas laisser entendre le point de vue de la section syndicale d'Usinor-Dunkerque. Pourtant comme l'a rappelé mardi un intervenant sur le rapport général, ces pratiques de dissolution, exclusion, mise au pas, etc. ont inévitablement conduit à des pertes d'adhérents, à des reculs pour la CFDT. 1 900 délégués à Anancy, 1 600 cette fois-ci à Brest : «*Il a fallu limiter la participation*» répond Michel Rolant «*car il ne faut pas de mouvement de foule, cela pourrait nuire au débat.*» Alors pour éviter les «raisonnances de foule» on a mis beaucoup de soin cette fois-ci pour filtrer, réglementer, éliminer toute motion d'ordre et donc refuser la parole à Claude Bernard et à ceux de Dunkerque.

Pourtant, dans le congrès, dès le début d'après-midi, commençaient à fleurir des badges artisanaux portant l'inscription : «non aux exclusions».

L'ambassadeur tchécoslovaque en France : un homme heureux

A la veille du congrès du PCF, nombre de militants oppositionnels, délégués ou non, comptent bien poser haut et fort la question de l'occupation russe de la Tchécoslovaquie et celle de la nature du parti normalisé qui est invité à ce congrès. C'est sans doute pour cela que l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris monte en première ligne pour justifier et glorifier le régime de Husak. Il le fait courageusement dans les colonnes de la «presse bourgeoise» (*Le Monde*), cette presse où l'on reprochait aux oppositionnels de s'exprimer. Il est vrai qu'il n'avait pas besoin d'écrire dans *L'Humanité*, des points de vue analogues au sien y étant déjà défendus chaque jour.

En une page intitulée «*la Tchécoslovaquie sans complexe et sans préjugés*», il fait le tour de force de défendre le régime tchécoslovaque contre ce qu'il appelle «les calomnies» sans dire un seul mot du véritable problème : celui de l'intervention des troupes de l'URSS et du Pacte de Varsovie pour changer le gouvernement et la di-

rection du Parti, intervention à laquelle le peuple tchécoslovaque avait riposté par une vigoureuse résistance. L'ambassadeur Pudlak présente ainsi les choses : «*Il y a dix ans, la Tchécoslovaquie a dû surmonter une crise politique extrêmement grave. Elle se trouvait au bord de la guerre civile... La nouvelle direction du parti communiste et de l'Etat, avec Gustav Husak à sa tête, a réussi à tirer le pays du chaos en lui assurant la stabilité politique, la prospérité économique, le respect de la démocratie socialiste, la sécurité sociale. Et tout cela a été obtenu sans effusion de sang, sans poursuites judiciaires...*». L'ambassadeur passe allègrement sur les jeunes Tchécoslovaques tués en se battant à mains nues contre les chars russes, les milliers de militants du parti et de fonctionnaires chassés de leur emploi, les procès des membres de la Charte 77. C'est sans doute en tenant les comptes de cette manière qu'on peut «dresser un bilan globalement positif» de l'URSS et des pays de l'Est !

● Afghanistan : plusieurs dizaines de conseillers soviétiques tués

Des informations récentes font état de lourdes pertes parmi les conseillers soviétiques qui encadrent l'armée du gouvernement prosoviétique de Taraki, contre la rébellion musulmane. Ces conseillers seraient au nombre d'un millier selon le gouvernement afghan, plusieurs milliers selon des sources occidentales. Ce sont eux qui manient le matériel ultra-moderne envoyé par l'URSS, en particulier les hélicoptères M24 équipés de lance-roquettes et de mitrailleuses. Deux de ces conseillers ont été tués en avril au cours de la mutinerie de la garnison de Djellalabad. Plusieurs dizaines ont été tués en mars au cours de la révolte d'Herat. Etant donné le caractère de plus en plus grave du conflit, les liens étroits du régime avec l'URSS et la proximité géographique, rien n'exclut aujourd'hui l'intervention directe d'unités entières de l'armée soviétique en Afghanistan.

Lundi, les organisations rebelles représentées au Pakistan ont rejeté l'offre d'amnistie générale qu'avait faite le gouvernement de Taraki. Elles ont déclaré qu'il s'agissait d'une ruse politique soufflée au cruel régime fantoche par ses maîtres du Kremlin pour bluffer le peuple afghan. La déclaration conclut : «*Sans l'instauration d'un régime islamique, le départ des Russes et le retour du pouvoir au peuple sur les bases d'une République islamique, nous continuerons la guerre sainte*». Les objectifs sont ceux d'une partie de la rébellion contre Taraki qui comprend à la fois la révolte des minorités nationales, des mouvements se réclamant de l'islam et un mouvement de résistance populaire largement spontané.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ITALIENNE

— Surenchère sur le maintien de l'ordre
— Baisse du PCI prévue

Avec la nouvelle flambée de terrorisme des «brigades rouges» qui a marqué l'ouverture de la campagne électorale italienne qui coïncide cette année avec l'ouverture de la campagne pour les élections européennes, les deux grands partis D.C. et PCI font de la surenchère sur le thème du maintien de l'ordre.

Comme au moment de l'affaire Moro, le parti révisionniste de Berlinguer ne manque pas une occasion de se présenter comme le meilleur défenseur de l'Etat. Il réclame l'intervention de l'armée dans la lutte contre le terrorisme. Berlinguer explique que la démocratie chrétienne est responsable de la situation actuelle, puisqu'elle détient le ministère de l'Intérieur depuis 1948. Les démocrates-chrétiens répondent en invoquant les références idéologiques «marxistes» des «brigades rouges» et en accusant le PCI d'avoir dénigré l'Etat quand il critiquait les gouvernements démocrate-chrétiens.

Berlinguer a répété ses affirmations de 1976 sur la possibilité pour des ministres du PCI de participer à un Etat membre de l'OTAN. Il a même déclaré qu'il

trouvait «plus sûr» pour l'Italie d'être dans l'OTAN que dans le Pacte de Varsovie. Cette partie d'une déclaration de Berlinguer au *Corriere Della Sera* n'a pas été reproduite dans *L'Unità*, organe central du PCI. Sur cette question, Berlinguer a donc un dou-

ble langage : un langage électoraliste pour la presse bourgeoise, et des positions certainement plus proches de l'URSS pour les militants du PCI. Néanmoins, Piccoli, dirigeant de la DC, a réaffirmé le refus de son parti de gouverner avec le PCI : «*C'est un non qui*

se fonde sur des raisons d'ordre intérieur et international qui intéressent la démocratie italienne et pas seulement la démocratie chrétienne». Cependant, dans son interview au *Corriere Della Sera*, Berlinguer reste confiant et pense que l'attitude de la démocratie chrétienne dépendra du résultat des élections. C'est d'ailleurs pourquoi il donne comme objectif aux électeurs de donner des voix au PCI pour imposer des «ministres communistes au gouvernement» ! On connaît la musique...

Cependant les sondages donnent plutôt un recul du PCI, alors que celui-ci n'avait cessé de progresser depuis 1945. A ce recul correspondrait une légère avance de la démocratie chrétienne, les deux grands partis monopoliseraient encore près de 70 % des voix. Le petit PS fait campagne «contre la bipolarisation de la vie politique» et espère franchir la barre des 10 % en gagnant des voix sur Berlinguer. Le parti radical, qui a pris des positions courageuses contre la répression et qui a des candidats comme l'écrivain Sciascia et Maria Antonietta Macciocchi, pourrait remporter des succès.



En 1976, le PCI fête son pourcentage électoral. Après trois ans de compromis historique, il faudra sans doute déchanter.

Chine - Vietnam

NEGOCIATIONS BLOQUEES, TENSION A LA FRONTIERE

Au cours de la troisième session des négociations sino-vietnamiennes, le représentant vietnamien a violemment attaqué le point de la proposition du gouvernement chinois qui indique que chaque partie doit s'abstenir d'envoyer des troupes à l'étranger. Il a déclaré que, par cette proposition, la Chine tente de faire renoncer le Vietnam à son double devoir internationaliste, surtout vis-à-vis des peuples laotien et cambodgien. Il a demandé qu'on ne discute que des problèmes existant dans les relations entre les deux pays en vue d'y trouver une solution.

En effet, alors que, jusqu'ici, le gouvernement de Hanoi se refusait à reconnaître l'occupation militaire de ces deux pays, il se trouve aujourd'hui contraint de la reconnaître et de tenter de fournir des explications. Dans une interview à l'agence vietnamienne d'information, le vice-premier ministre Nguyen Duy Trinh a voulu justifier la présence de troupes vietnamiennes au Laos (il y a 50 000 soldats

vietnamiens alors que l'armée nationale laotienne n'est que de 30 000 hommes). Il a déclaré que cette occupation était légalisée par le traité Vietnam-Laos de 1977, alors que la présence de ces troupes était bien antérieure. Mais il est vrai que Hanoi justifie bien l'in-

la proposition chinoise en huit points qui mentionne le refus de l'hégémonie, des bases étrangères et le retrait des troupes stationnées à l'étranger «constitue un moyen fondamental permettant de régler les problèmes dans les relations sino-vietnamiennes», ajoutant : «*Si on s'écarte*

zone délimitée ne pouvait rien résoudre : «*Une telle proposition, quelle valeur pratique pourrait-elle avoir ? Elle ne représente en effet qu'un moyen dont la partie vietnamienne se sert pour dupier l'opinion publique mondiale... Ce qui est de plus en plus clair, c'est le fait que la partie vietnamienne profite des négociations pour préparer des opinions anti-chinoises, intensifier son dispositif militaire à la frontière sino-vietnamienne, forger des prétextes en vue d'aggraver les relations sino-vietnamiennes et de détourner l'attention des peuples du monde sur l'intensification de son agression au Cambodge et sur sa mainmise au Laos*».

En effet, pendant la poursuite des négociations, la tension n'a pas cessé à la frontière sino-vietnamienne. Du 25 avril au 3 mai, plusieurs incidents graves ont eu lieu à la frontière dans les provinces chinoises du Guangxi et du Yunnan, faisant plusieurs morts et blessés parmi les soldats et les civils chinois.

La question des prisonniers n'est pas réglée

Alors que la délégation vietnamienne n'a cessé de réclamer des discussions sur des mesures pratiques, elle a refusé un accord verbal proposé par la Chine sur la question des prisonniers. La délégation chinoise proposait un accord rapide sur le rapatriement de ces prisonniers qui devrait être confié aux Croix Rouges des deux pays. La délégation vietnamienne s'est abstenue de donner suite à cette proposition.

vasion du Cambodge depuis janvier par le traité signé en février avec le régime fantoche mis en place par cette invasion.

Dans une conférence de presse à Hanoi, le chef de la délégation chinoise Han Nian-Long a souligné que

du problème des principes fondamentaux, on risquerait d'amener les négociations sino-vietnamiennes sur une voie erronée. Il a affirmé que la proposition vietnamienne en trois points comportant notamment la proposition d'une



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

USINES A LA CAMPAGNE

Exploitation renforcée

Par Michel LENY

Pour briser l'unité ouvrière qui s'était forgée dans les grands centres industriels, et pour remettre en cause un certain nombre d'acquis concernant le droit au travail, le niveau des salaires, les conditions de travail, certains patrons préfèrent construire des petites unités de production faisant appel souvent à une main d'œuvre féminine, dans des zones rurales. Comme le déclare le président du groupe Leroi-Sommer : « Leur taille réduite permet une intégration plus facile des travailleurs aux objectifs de l'entreprise ». La direction repart alors de relations humaines, de rapports individuels : le paternalisme réactualisé. Pour les patrons, cela veut dire lutter contre l'absentéisme, réduire les heures et licencier plus facilement.

Les salaires sont plus faibles là où il n'y a pas encore de tradition de lutte, dans des villes moyennes, dans les villages, et puis le temps hors travail est plus facilement contrôlable.

... UN INTERÊT POUR LA NATURE BIEN SUSPECT

Les différences de salaire, la justification du chômage partiel ou total dans ce type d'unités de production se fait un nom de la qualité de la vie. « Les travailleurs ont l'air pur, la nature, c'est normal qu'ils aient moins d'avantages » disent les patrons. Le capitalisme transforme la volonté de « Vivre et travailler au pays » en vivre et être exploité au pays. L'Etat organise des concours d'architectes pour la plus belle usine, — « l'usine verte » disent-ils — celle qui s'intègre le mieux à la nature. On aménage les heures de travail pour les adapter au rythme du monde rural. Pour nos patrons, un chômeur à la campagne est moins dangereux qu'un chômeur en ville : s'il n'y a plus de travail, il pourra s'occuper de son jardin, de sa maison. Un rapport officiel (*) indique : « La vie industrielle comme la vie agricole est soumise aux aléas du temps dans un cas, des marchés de l'autre. Pourquoi ne pas imaginer des systèmes où l'horaire de travail s'adapterait directement au ni-

LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

La situation de monopole de l'emploi qu'a l'entreprise dans des petites villes, la collusion des intérêts municipalités-entreprises, la dispersion des unités de production ne facilitent pas l'organisation des travailleurs. Pourtant dans un certain nombre de cas, les travailleuses et travailleurs soumis à l'arbitraire patronal se sont organisés pour faire avancer leurs revendications... Souvenons-nous de la lutte de la SPLI à Rennes en septembre 1978 ou celle des 2 500 ouvriers de Moulinex à Alençon qui réclamaient la cinquième semaine et 400 F d'augmentation pour tous en juin 1978 ou encore les ouvrières de Chaffoteau et Maurie à Saint-Brieuc qui ont obtenu une

augmentation de 200 F pour tous en décembre 1978.

Souvent, dans ces luttes, les travailleurs ont trouvé en face d'eux les municipalités et, impliqués au sein de celles-ci, les partis politiques et directions syndicales. Les municipalités sont engagées dans une concertation avec le patronat local pour faire venir des emplois. En plus des terrains et des locaux, les maires, pour attirer les entreprises, offrent aussi la paix sociale. Alors, quand les travailleurs s'organisent, ça leur fait peur. De toute façon, la frontière entre

mairie et patronat est souvent floue dans ces petites villes ; de nombreux patrons deviennent conseillers municipaux ou maires et réciproquement les mairies règlent de nombreux problèmes à la place des patrons (voir ci-contre en Maurienne).

Les luttes sont pourtant l'occasion d'un rapprochement ouvriers-paysans et donnent lieu à la naissance d'une véritable solidarité entre travailleurs soumis à une même logique d'exploitation.

* de la DATAR - juillet 1978



Les grands commis de l'Etat, Giscard en tête, parlent tous de l'importance qu'il y a de favoriser les activités industrielles en milieu rural. Les patrons semblent y porter beaucoup d'intérêt. On parle des problèmes dans les grandes concentrations urbaines, les transports, le logement. Mais cette restructuration vise-t-elle à améliorer les conditions de vie et de travail, à lutter contre les déséquilibres régionaux, ou plutôt ne cherche-t-on pas à tirer profit de ces problèmes pour imposer de nouvelles formes d'exploitation ?

Un atelier rural en Maurienne : un site campagnard...

... et l'envers du décor.

En Maurienne

Dans la vallée de la Maurienne en Savoie, les villages se dépeuplent continuellement, sur 42 400 habitants en 1968, 11 300 sont partis entre 1968 et 1975. Les transformations de l'agriculture rendent non rentables les exploitations. De nombreux paysans, faute de moyens pour acheter des machines, se trouvent étreints entre le Crédit agricole et les industries agro-alimentaires.

Les maires de la vallée et le département ont donc décidé de mettre en place des ateliers ruraux de montage de composants électroniques avec la bénédiction de Péchiney-Ugine-Kuhlman et IBM, pour profiter de cette situation.

Ce sont les femmes ou les filles des paysans qui viendront travailler pour compenser le manque à gagner des exploitations agricoles. Pour les grands groupes, sous-traiter ainsi les travaux de montage électronique présente de nombreux avantages. Une collusion existe entre patrons et municipalité puisque ce sont les maires qui fournissent gratuitement les écoles désaffectées, les vieux hangars, etc., et qui paient les machines dans certains cas. L'Association des maires de Maurienne et le département ont ainsi fourni le capital de la Société d'ateliers ruraux pour permettre son démarrage, en plus des locaux gratuits. Dans les mairies sont également ouvertes des listes de demandeurs d'emploi, qui sont sélectionnés en fonction de la demande des entreprises. Les salaires sont de 30 à 40 % inférieurs à ceux de la vallée et la situation de monopole des ateliers dans

les villages permet au patron une attitude méprisante et arrogante quand les travailleurs demandent des augmentations de salaire. Quand il n'y a plus de travail, on ferme un atelier ou deux et on renvoie tout le monde ; quand il y en a moins on réduit les heures et les travailleurs n'ont qu'à s'estimer contents.

Les horaires sont totalement libres ; comme ça, les patrons ont résolu à leur manière le problème de la double journée des femmes. Certaines sont obligées de venir travailler la nuit. Ainsi, entre le gérant de la société, les maires et le préfet, il y a un accord tacite pour remettre en cause les droits que les travailleurs avaient imposés quant à la législation du travail.

Monique, qui travaille dans un des ateliers, témoigne :

« Nous avons essayé plusieurs fois de nous réunir, entre tous les ateliers, il y en a six, mais ils sont trop éloignés et c'est très difficile. On n'a pu mener aucune action pour imposer une augmentation de salaire ; à chaque fois qu'on réclame, on nous dit que c'est pas possible à cause du manque de commandes et qu'on n'a qu'à s'estimer heureux d'avoir du travail. »

Pour apprendre notre boulot, on n'a mis que quelques semaines, un peu d'habileté et ça y est, c'est pas bien compliqué de faire des petites soudures. Si on a un bon rendement, on gagne un peu plus ; autrement, on est payé au SMIC.



Décentralisation

Certaines grandes entreprises ont depuis quelques années une pratique d'implantation de leurs nouvelles unités de production dans les zones rurales en même temps qu'elle licencie à d'autres endroits.

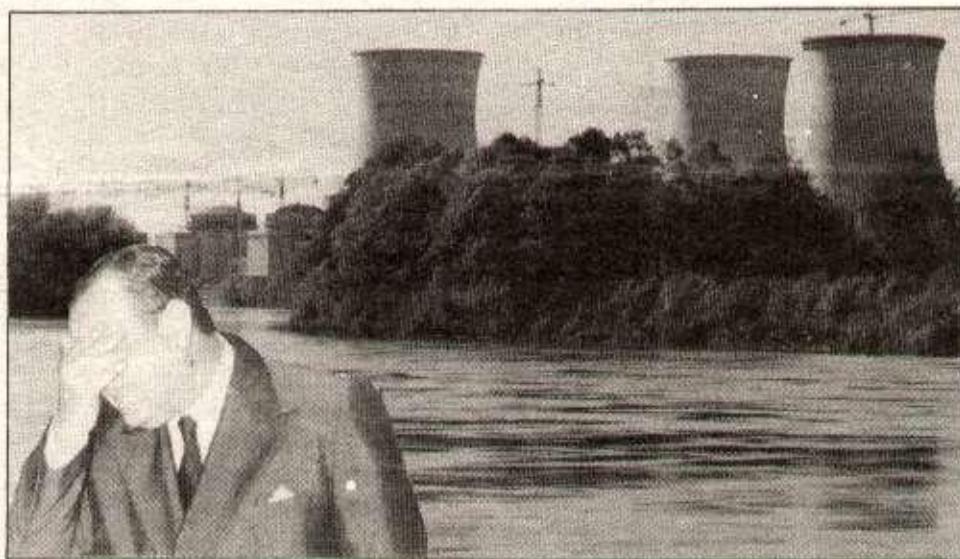
On assiste à un développement des filiales spécialisées, des entreprises de sous-traitance et des travailleurs hors-statut. Là où on connaissait une entreprise regroupant l'ensemble des travailleurs concourant ou non à la fabrication d'un produit, on se trouve face à un enchevêtrement de sociétés différentes éclatées dans l'espace, chacune ayant des formes différentes adaptées à l'exploitation maximum des travailleurs qu'elles emploient.

Pour briser l'unité de la classe ouvrière qui avait permis d'imposer certains droits, le patronat va chercher à installer des unités de production de taille réduite, disséminées sur le territoire. De plus, pouvant accroître la division du travail et l'appauvrissement des tâches par les modifications technologiques, il va chercher une main-d'œuvre sous-qualifiée et sous-payée qu'il pourra exploiter plus facilement.

Barre : hausse des produits pétroliers et refus de la réduction du temps de travail

Interrogé sur Europe 1 et Antenne 2 dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, Barre a de nouveau justifié sa politique d'austérité, révélant au passage qu'après les élections du 10 juin, il n'engagerait pas la responsabilité de son gouvernement devant le Parlement, quel que soit le résultat de ces élections.

Comme la question de la semaine de 35 heures est posée dans le cadre de cette campagne, il y est revenu pour affirmer que cette revendication, évoquée par Helmut Schmidt comme une perspective éventuelle et lointaine (mais pouvant servir à faire des voix) n'était « ni inconvenante ni absurde », ce qui ne coûte rien, pour ajouter aussitôt qu'« en l'état actuel des choses », il serait très grave pour les industries européennes d'avoir à faire face à une augmentation de leurs coûts de production liée à une réduction globale de la durée du travail (...). Par conséquent, n'entretenons pas l'illusion que nous pourrions brutalement, du jour au lendemain, décider la réduction de la durée du travail à 35 heures, avec salaires maintenus. Les choses sont claires, les



Face à la hausse du coût du pétrole, la bourgeoisie mise tout sur le nucléaire... et se voile la face devant ses conséquences mal maîtrisées.

travailleurs n'auront de ce gouvernement que ce qu'ils lui imposeront.

Barre a réaffirmé qu'il fallait prévoir une hausse des produits pétroliers de l'ordre de 30 % pour l'année et en appelle par conséquent aux économies d'énergie, notamment « dans les habitations, dans les logements privés ». Rien, bien entendu, sur le fait que les hausses du prix du pétrole décidées par les pays producteurs ne font que rattraper, et incomplète-

ment, les hausses des produits manufacturés qu'ils importent. Rien non plus sur le fait que la plus grande part des hausses du prix des produits pétroliers à la consommation en France va dans la poche de l'Etat et des compagnies pétrolières. Comme les profits scandaleux réalisés par ces sociétés sont assez largement dénoncés, Monsieur Barre s'est payé le luxe de faire semblant de s'intéresser au problème de la spéculation sur le pétrole, déclarant : « Il

y a beaucoup de choses à faire en commun pour éviter les hausses spéculatives ». Il n'a pas dit quoi.

Mais puisqu'il est entendu que le pétrole sera de plus en plus cher, il nous prévient que « la France s'accroche à l'énergie nucléaire et elle continuera de s'y accrocher parce qu'il y va de son indépendance économique et de son indépendance tout court ». Quelles qu'en soient les conséquences.

Conférence sur le nucléaire

«Regagner la confiance du public»

En assistant personnellement à la conférence des spécialistes du nucléaire qui se tient actuellement à Hambourg, et y tenant un discours qui était autre chose que des paroles de bienvenue, le chef du gouvernement allemand montre l'importance des débats et partant, de cette conférence sur le nucléaire. A l'heure où la sécurité tant vantée par les partisans de cette énergie a subi un coup sévère avec l'accident d'Harrisburg, les gouvernements favorables à l'extension de la part du nucléaire dans le choix énergétique des nations, n'ont d'autres res-

sources que de «revaloriser» leur politique. La veille le représentant du CEA l'avait fait au travers du thème de l'indépendance. Schmidt, lui, a tablé sur la «sécurité».

Bien qu'abordant des questions directement liées au développement de l'énergie nucléaire, telles la question du retraitement des combustibles irradiés, la non-prolifération, Schmidt s'est attardé sur les problèmes de la sécurité de fonctionnement des centrales nucléaires ; fidèle à ses méthodes, il a tenu des propos démagogiques à l'encontre des spécialistes rassemblés. Il a

notamment affirmé que « la crédibilité des gens de l'atome » avait pris un coup sérieux après l'accident de Harrisburg (mais était-elle bien effective auparavant ?) Aussi Schmidt a-t-il déclaré que l'heure était venue de rechercher une technologie plus sûre « et de donner une priorité à la sécurité nucléaire ». Harrisburg aura eu au moins le mérite de démontrer que les plus fermes partisans du nucléaire n'étaient pas si sûrs de la sécurité de fonctionnement de leurs centrales, malgré les avertissements répétés des organisations ou de scientifiques, et aussi, de nom-

breux incidents. Il aura fallu, pour que le problème de la sécurité soit effectivement posé, que des milliers de personnes se trouvent sous la menace directe d'une catastrophe.

Ainsi le gouvernement allemand fait-il procéder à un examen « critique » des centrales nucléaires implantées sur son territoire. Mais pour « regagner la confiance du public » comme le déclare Schmidt, encore faut-il faire la preuve que ces installations et les suivantes sont réellement sûres, et ne plus avoir recours à l'autoritarisme en matière d'implantation des centrales.

● Non à l'extradition de Viusa

Quatre cars de manifestants partis de Barcelone pour apporter leur soutien à Manuel Viusa sont restés à la frontière franco-espagnole toute la journée du 8 mai. Des heurts se sont produits avec la police française ; on compte deux blessés. Aux dernières nouvelles, le préfet des Pyrénées orientales négociait avec les manifestants.

Rappelons que Manuel Viusa, peintre et militant catalaniste, faussement accusé de complicité dans l'assassinat de l'ancien maire de Barcelone, est menacé d'extradition. Son procès vient à l'audience ce mercredi 9 à 14 heures au palais de Justice. A l'issue du procès, une exposition de ses œuvres se tiendra à partir de 19 heures 28 rue des Blancs Manteaux, Paris 4^e.

● Le responsable du S.O. de la CGT victime d'un attentat

Mardi, dans l'après-midi, la voiture de Maurice Lourdez volait en éclats. L'attentat, qui n'a pas fait de victime, était revendiqué par le « Réseau honneur police » du nom d'un groupe de policiers qui existait pendant la

Résistance. Dans un communiqué, les auteurs de cet attentat prétextaient des « violences » subies par des policiers pendant les manifestations du 23 mars et du 1^{er} mai pour justifier leur acte criminel.

● Rencontre entre EKKE (Grèce) et le PCR ml

Le 21 avril, une rencontre a eu lieu entre le camarade Petros Stangos, membre du BP et du CC du Mouvement Communiste Révolutionnaire de Grèce (EKKE) et une délégation du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste. Les discussions, qui ont eu lieu dans un climat de franche camaraderie, visaient à une meilleure connaissance mutuelle des deux partis, qui fondent leur action sur le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong, sur la théorie des trois mondes et la lutte pour le socialisme.

Les questions discutées ont concerné principalement :

- l'histoire et la lutte des deux partis, en Grèce et en France.

- la situation politique en Grèce et en France, ainsi que dans les Balkans, la mer Egée et Chypre, en prenant en compte la rivalité entre les deux super-puissances et l'agressivité du social-impérialisme.

- les positions respectives et les estimations à propos de la Communauté Européenne.

Cette rencontre entre les deux partis a constitué un pas positif. Les deux partis expriment leur volonté d'approfondir leurs connaissances mutuelles et leurs relations, sur la base du respect mutuel et de l'indépendance de chaque parti.

Pour la libération de Sabata

Les militants critiques du PCF appellent à manifester devant l'ambassade de Tchécoslovaquie jeudi 10 mai

Alors même qu'on sait que les points de vue critiques face à la direction du PCF ne seront pas représentés au congrès, des militants critiques préparent une série d'initiatives pendant le congrès, notamment une journée nationale de débats ouverte à tous les militants du PCF, une manifestation de soutien à la charte 77, notamment pour la libération de Sabata, ainsi qu'un meeting pour la réhabilitation de Charles Tillon. Enfin, ils comptent éditer un livre blanc « rassemblant les témoignages qui prouvent le caractère anti-démocratique de la préparation du congrès à tous les échelons ».

Communiqué

Une déclaration des communistes critiques

« Au moment de l'ouverture du 23^e congrès du PCF nous tenons à annoncer publiquement un certain nombre d'actions en cours de préparation.

1) Journée nationale ouverte à tous les communistes désireux de confronter librement leurs réflexions sur la politique et le fonctionnement de leur parti et de proposer une nouvelle pratique de la politique.
2) Manifestation de soutien à la Charte 77, notamment pour la libération de Sabata et pour tous les autres combattants de la liberté persécutés pour leurs opinions, jeudi à 18 heures, 50 rue Charles Floquet.
3) Meeting pour la réhabilitation politique de Charles Tillon et pour la diffusion de la vérité sur toutes les victimes du stalinisme en France.
4) Parution incessante d'un livre blanc rassemblant les témoignages qui prouvent le caractère anti-démocratique de la préparation du congrès à tous les échelons.

Contrairement à la façon qu'a l'opinion dans

son ensemble de considérer l'opposition communiste comme une organisation et de la chiffrer selon ses émergences, nous insistons sur le fait que la pensée critique largement répandue dans le parti prend les formes les plus diverses et quelquefois les plus opposées avec des accords essentiels entre autres sur :

1) La constatation que le 23^e congrès entérine l'absence totale de perspectives politiques pour les travailleurs ;
2) La nécessité d'une politique non opportuniste d'union réelle de la gauche ;
3) La nécessité d'un examen fondamental du nouveau du socialisme existant ;
4) La nécessité de la vérité sur le stalinisme français pour la destalinisation du parti ;

Les communistes qui veulent se joindre aux actions annoncées peuvent écrire ou envoyer leurs contributions à Claudine Guillonnet, 105 rue de Paris, 94 220 Charenton-le-Pont.